



## La vérité n'appartient pas aux seuls membres du bureau !

La CFDT, arrivée en tête aux dernières élections sur le périmètre du CE CMB ne représente plus la majorité des salariés (CFDT 43,46%, UNSA 40,77%, SNB 10,12%, CGT 5,63%). Elle s'est tout de même arrogée tous les postes du bureau, en refusant l'ouverture aux candidats présentés par l'UNSA. Certes, elle applique l'accord sur le droit syndical, qui précise qu'en cas d'égalité, c'est le syndicat arrivé en tête qui emporte le vote. L'UNSA respecte l'accord, mais dénonce le manque d'ouverture et de Démocratie de la CFDT.

Pour autant, peut-elle se réserver la possibilité de piloter **seule** l'instance et un budget qui approche **le million d'euros** ?

Vous avez pu lire dans la communication de la CFDT que les élus UNSA, lors de la réunion du 30 août, auraient fait obstruction au bon fonctionnement de l'instance, notamment des ASC. Allons, est-ce sérieux ? rétablissons ici la vérité des débats :

- **Concernant le choix du site sur Vannes**, nous sommes d'accord.
- **Concernant les besoins humains** : nous souhaitons qu'un appel de candidature soit réalisé. La possibilité d'ouvrir les postes soit à du temps plein et/ou partagé (CE/CMB), ou à du temps partiel choisi. Cette proposition démontre à l'employeur que les représentants du personnel savent appliquer un accord d'entreprise. Ce qui est la moindre des choses puisque nous dénonçons, par ailleurs, sa non application par l'employeur. Ne faut-il pas montrer l'exemple ?
- **Le secrétaire souhaitait un mandat général sur la gestion RH de l'instance** : Recrutement, besoin d'ester en justice, gestion des ASC. Pour l'UNSA, bien qu'il faille que le bureau puisse fonctionner, il n'en demeure pas moins que nous ne pouvons laisser « les clés du camion » qu'à quelques personnes et en l'occurrence une. La transparence et la consultation de l'instance sur les différents projets nous semblent être la règle d'un fonctionnement démocratique.
- **L'instance doit fonctionner avec l'ensemble des élus**, dans l'intérêt commun de l'ensemble des salariés. En ce qui concerne les ASC, tous les élus doivent pouvoir répondre à un surcroît de travail et ce, quel que soit la couleur syndicale, encore faut-il accepter un peu « le partage des clés du camion »

Une solution va rapidement être trouvée. Lors du prochain CE nous aboutirons à un consensus dans l'intérêt de tous. A cet effet, une réunion a d'ailleurs eu lieu entre quelques membres élus des différentes OSR présentes au CE CMB. Les incompréhensions semblent être levées.

**Vous l'aurez bien compris, l'UNSA souhaite que l'instance fonctionne de manière transparente et démocratique pour défendre et porter la voix de tous les salariés. L'élaboration du Règlement Intérieur devrait nous y aider.**

**Les élus UNSA ont de nombreuses idées et propositions. En ce qui concerne les activités du CE, nous ne manquerons pas de revenir vers vous pour vous en faire part. Notre objectif, faire en sorte que chacun puisse profiter pleinement des dotations allouées au CE.**

N'hésitez pas à lire les PV de l'instance pour vous faire votre opinion : GO/PV

